

un salaire au million de Canadiens alors en chômage et d'aider les jeunes gens qui se trouvaient dans l'impossibilité de fonder un foyer. On a répondu à mon chef qu'un tel projet était impossible d'exécution parce que l'argent ne pousse pas dans les champs. Or, il ne s'agissait que d'une dépense de cinq millions. Je le répète, notre excédent de denrées s'accumule. Le fait que les producteurs de pommes de la Nouvelle-Écosse ne peuvent plus vendre sur les marchés de Grande-Bretagne; le fait que les fructiculteurs de la vallée d'Okanagan ne peuvent écouler leurs excédents de pommes, ainsi qu'ont l'a signalé l'autre soir, sont des signes précurseurs d'une crise économique.

Il existe dans notre régime économique une contradiction fondamentale dont devra se rendre compte la population du Canada et celle des autres pays soumis à ce régime. C'est qu'en dépit du grand besoin de denrées alimentaires, qui règne dans le monde, les prix,—et partant, les revenus des producteurs,—baissent dans la mesure où s'accroît la production. En peu de temps, ils sont même incapables d'en obtenir le prix de revient. Pourquoi? Parce qu'ils ne peuvent échanger leurs produits, faute de marché à l'étranger. C'est de ce problème des marchés que je veux parler ce soir, parce que les Canadiens de demain devront le reconnaître, et sérieusement, à moins qu'on ne remédie à la situation au plus tôt.

A coup sûr, un régime qui ne peut assurer la vente d'une production aussi abondante que la nôtre, pêche de quelque façon. On le croira volontiers en constatant que le seul remède à la surproduction, dans un monde qui a besoin de vivres, c'est de rémunérer les cultivateurs pour abattre les arbres, détruire les excédents, jeter les bananes et les oranges à la mer et brûler le café. Pourquoi? Parce que les pays ne veulent pas échanger ces produits.

Ces marchés perdus causent de l'anxiété d'un bout à l'autre du Canada. Les producteurs de céréales de l'Ouest, qui ont été assez fortunés pour avoir de bonnes récoltes depuis quatre ou cinq ans, ont joui d'une prospérité et d'une sécurité sans précédent. Cet état de choses résulte surtout de la pénurie mondiale de blé et de produits agricoles, de l'accord de cinq ans avec la Grande-Bretagne, qui a rendu possible les prix minimums, et de la Commission du blé qui versait aux cultivateurs le produit net de la vente de leurs céréales. Voilà des avantages qui n'existaient pas antérieurement.

Une voix: Vous les devez à un gouvernement libéral.

M. Castleden: Dans l'Ouest, certains éléments voudraient mettre fin à cette façon de procéder pour revenir à la vente des céréales sur le marché libre, afin de prendre à leur compte les bénéfiques nets que touchent actuellement les cultivateurs. Grâce à ce régime, les cultivateurs ont pu acquitter leurs dettes. Les fermes hypothéquées sont peu nombreuses. Les cultivateurs ont pu agrandir leurs fermes et se procurer des instruments aratoires perfectionnés. Ils sont contents parce que cette année, alors que les cultivateurs d'autres régions du pays ont de la difficulté à écouler leurs produits, ils ne sont pas en peine pour vendre leur récolte de 1949.

Une voix: Que feront-ils de celle de 1950?

M. Castleden: C'est ce qui les inquiète. Ils ont déjà vu les prix s'effondrer. Mais voici ce qui arrive: même si le prix de leurs produits baisse, les frais de production continuent d'augmenter. Le prix des instruments aratoires ne fléchit pas du jour au lendemain. Le coût continue d'augmenter. Le cultivateur est coincé, car il ne peut récupérer ses frais de production.

Qu'est-ce qui a rendu possible l'accord de cinq ans avec la Grande-Bretagne? Le programme de rétablissement de l'Europe a fourni des dollars américains à la Grande-Bretagne, lui permettant d'acheter des produits canadiens. L'Europe commence à revenir à des conditions normales. D'après les dépêches, la France deviendra, l'an prochain, un pays exportateur de blé. Dans certains milieux, le blé devient déjà un excédent embarrassant, selon l'expression employée par ceux qui approuvent notre régime. Peut-on s'imaginer pareille chose dans un monde affamé? Cela veut dire que, pour leur part, le Plan de redressement de l'Europe et l'Administration pour la coopération économique de l'Europe n'enverront plus de dollars des États-Unis à la Grande-Bretagne pour l'achat de blé canadien. Voilà pourquoi le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) n'a pu conclure d'accord avec le gouvernement anglais pour la vente de notre récolte de 1950. La Grande-Bretagne ne peut acheter nos denrées excédentaires comme le blé, sans les dollars du plan Marshall ou les dollars canadiens. Si cet argent ne provient pas du fonds de redressement ou de l'Administration pour la coopération économique en Europe, il n'existe plus qu'un unique moyen de s'en procurer; c'est en vendant des denrées au Canada.

L'espoir d'un accord à long terme réside dans les efforts que tente actuellement la commission, qui siège à cette heure même à Washington, pour conclure quelque entente internationale en vue de l'échange des den-